



15ème législature

Question N° : 45310	De M. Bernard Perrut (Les Républicains - Rhône)	Question écrite
Ministère interrogé > Transition écologique		Ministère attributaire > Transition écologique et cohésion des territoires
Rubrique > climat	Tête d'analyse > Dernier rapport du Giec	Analyse > Dernier rapport du Giec.
Question publiée au JO le : 19/04/2022 Date de changement d'attribution : 21/05/2022 Question retirée le : 21/06/2022 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. Bernard Perrut alerte Mme la ministre de la transition écologique sur le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. D'après les experts du Giec, il ne reste que trois ans à la planète pour inverser la tendance et si le pic des émissions de gaz à effet de serre (GES) n'est pas atteint en 2025 avec, à partir de là, une décrue, il sera impossible d'attendre l'objectif de limitation du réchauffement global à 1,5 °C. Or les experts constatent que si une véritable diminution des émissions de GES a été constatée en 2020, elle semble ne résulter que des confinements successifs et de la baisse drastique de l'activité due à l'épidémie de la covid-19. Pour preuve, celle-ci étant à peine maîtrisée, l'activité est repartie à la hausse avec un nouveau record historique d'émissions atteint en 2021. Le rapport du Giec met également l'accent sur les actions qui sont - en partie du moins, à la main des collectivités, à l'instar du développement des transports collectifs, de l'« électrification des villes », des réseaux de chaleur renouvelables, des espaces verts et des zones boisées, de la rénovation thermique des bâtiments - autant d'actions qui demandent des moyens importants, dont les collectivités, pour ce qui est de la France, ne disposent pas toujours. C'est pourquoi, alors que le Giec appelle une fois encore à une réduction « rapide, profonde et immédiate » des émissions de GES, il souhaiterait connaître les mesures qu'entend prendre le Gouvernement pour infléchir drastiquement les émissions de GES tout en conciliant cet objectif avec la relance économique du pays. Plus spécifiquement, il souhaiterait connaître les moyens qui pourraient être mis en œuvre pour soutenir l'action des collectivités qui participent déjà à cet effort à travers notamment des dotations dédiées ou la diminution du taux de TVA sur les transports collectifs.